

NON À LA DESTRUCTION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE PUBLICS AU NOM DE L'ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE !

La loi Fioraso, une réforme de plus au milieu d'une « crise de l'université » tombée du ciel... ?

Les difficultés quotidiennes à l'université, nos médiocres conditions de travail et d'études ; le nouveau règlement intérieur qui vise à détruire l'activité politique et syndicale étudiante et à fermer un peu plus l'université au monde qui l'entoure ; les conséquences de la loi Fioraso votée par l'actuel gouvernement : « regroupement » entre Paris 8 et Paris 10 au nom de « Paris-Lumières » qui va absorber les ressources de nos universités, et transformations de nos formations (baisse du nombre d'heures et de semaines de cours, introduction des entreprises dans la définition des contenus, durcissement de la sélection et de l'évaluation, etc.) ; ...

Tout cela n'est pas la marque d'une « crise de l'université » ou des tentatives du gouvernement ou de la présidence de Paris 8 pour répondre à celle-ci. Au contraire, c'est le signe d'une transformation profonde visant à détruire l'université publique pour ouvrir le « formidable marché » qu'est l'éducation aux acteurs privés, peu importe les conséquences pour la majorité de la population. Ce processus, amorcé depuis le début des années 2000 à travers la construction d'un « Espace Européen de la Recherche », est déjà bien engagé au Royaume-Uni, en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Belgique, en Grèce, mais aussi aux États-Unis, au Canada, au Mexique, en Afrique du Sud, et dans tous les pays où s'est développée la transformation néolibérale de l'université.

Les conséquences de ces réformes sont les mêmes partout !

En France, c'est...

	Déjà fait	En cours	À venir
Autonomie financière des universités qui les plonge dans une précarité structurelle	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Explosion des frais d'inscription pour boucler les budgets en déficit	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Soumission aux souhaits des grandes entreprises de la gouvernance de l'université, de la définition des formations et de leur contenu	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Disparitions de formations et de disciplines entières , jugées « pas assez rentables » ou trop dangereuses politiquement pour l'État-Entreprise et ses actionnaires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Destruction du statut des personnels administratifs, techniques et même enseignants	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dégradation continue des conditions de travail et d'études pour la majorité	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Sous-traitance et privatisation des fonctions les plus rentables pour le secteur privé, comme le logement étudiant, l'entretien et la sécurité, l'évaluation, etc...	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Durcissement de la sélection à l'entrée de l'université, puis en master et doctorat, au détriment des étudiant-e-s étranger-e-s et des classes populaires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Emplois précaires de salarié-e-s étudiant-e-s pour continuer à faire fonctionner des universités sous-dotées financièrement et en sous-effectifs, au bord de la rupture	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Création d'une universités à deux vitesses , avec des formations « d'excellences » réservées aux plus riches, financées par les frais d'inscription d'une multitude d'étudiant-e-s suivants des formations au rabais au travers de dispositifs numériques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

« L'économie de la connaissance » n'a pas pour objectif l'élévation générale des qualifications de la population. Son but est d'asservir le savoir aux profits. La connaissance doit être rare et chère, et la concurrence générale entre individus, entre formations et entre établissements pour produire et consommer un savoir devenu marchandise. Mais ces transformations ne sont pas encore complètes dans l'université française : il est encore temps de lutter !

POUR UNE UNIVERSITÉ LIBRE, GRATUITE, OUVERTE À TOUS ET INDÉPENDANTE !

Venez aux assemblées générales et comités ! Participez aux actions, aux occupations, aux manifestations !

Parlez-en à vos camarades, collègues, amis, parents, et enseignants !

LA SEULE ARME, C'EST LA LUTTE ! GRÈVE ET OCCUPATION !